



Communiqué de presse

Pour l'avenir de la Fonction publique, de ses agent-es et de ses usagers!

Après la journée d'action et de grève du 9 mai dernier, les organisations syndicales CGT, FSU de la Fonction publique affirment de nouveau leur attachement aux valeurs du service public, ce jour 28 mai, vote du texte par l'Assemblée nationale, pour dire non à ce projet de loi de transformation de la fonction publique et exiger de réels moyens pour des services publics qui répondent aux attentes des usagers.

Non l'État n'est pas une entreprise ! Toutes celles et ceux qui font croire que pour plus d'efficacité les solutions seraient dans le « management », le salaire au mérite, la privatisation de services, la réduction des droits ... ne disent pas qu'en réalité ils préparent la fin des services publics, offrant un boulevard aux marchés et développant la précarité.

Le gouvernement refuse d'entendre le besoin de service public qui s'exprime aussi bien dans des débats que dans les mobilisations.

Alors que la Fonction publique est garante de l'égalité d'accès à la santé, l'éducation, la justice, la communication sur tout le territoire, le projet de loi de transformation de la Fonction publique, présenté sous une apparence de modernisation, démantèle les droits des fonctionnaires, leur statut, leur mission et ouvre la porte à la corruption, à l'opacité et l'arbitraire, aux arrangements louches, aux réseaux d'influence, au clientélisme ; il livre aux appétits des financiers des marchés de services aujourd'hui gratuits et de qualité, et organise une société de l'argent-roi.

Aujourd'hui, le Projet de Loi de Transformation de la Fonction Publique est un immense retour en arrière ... Un retour en arrière dont le corollaire est une précarisation généralisée dictée par l'obsession de voir la fonction publique comme un coût et un poids, au lieu de la considérer comme une véritable richesse sociale.

La Fonction publique ne peut être une variable d'ajustement social : elle est au contraire une richesse qu'il faut développer, un investissement pour l'avenir. Elle n'est pas une charge de l'ancien monde dont il faudrait se délester, mais bien un socle stabilisateur à renforcer dans la voie du progrès social. En effet, les fonctionnaires des trois versants de la Fonction publique, à travers les missions qu'ils exercent au quotidien, sont l'assurance et la garantie de l'accès aux services publics de proximité pour nos concitoyens de tous âges et conditions et ce en tous lieux du territoire.

Gap, le 28 mai 2019